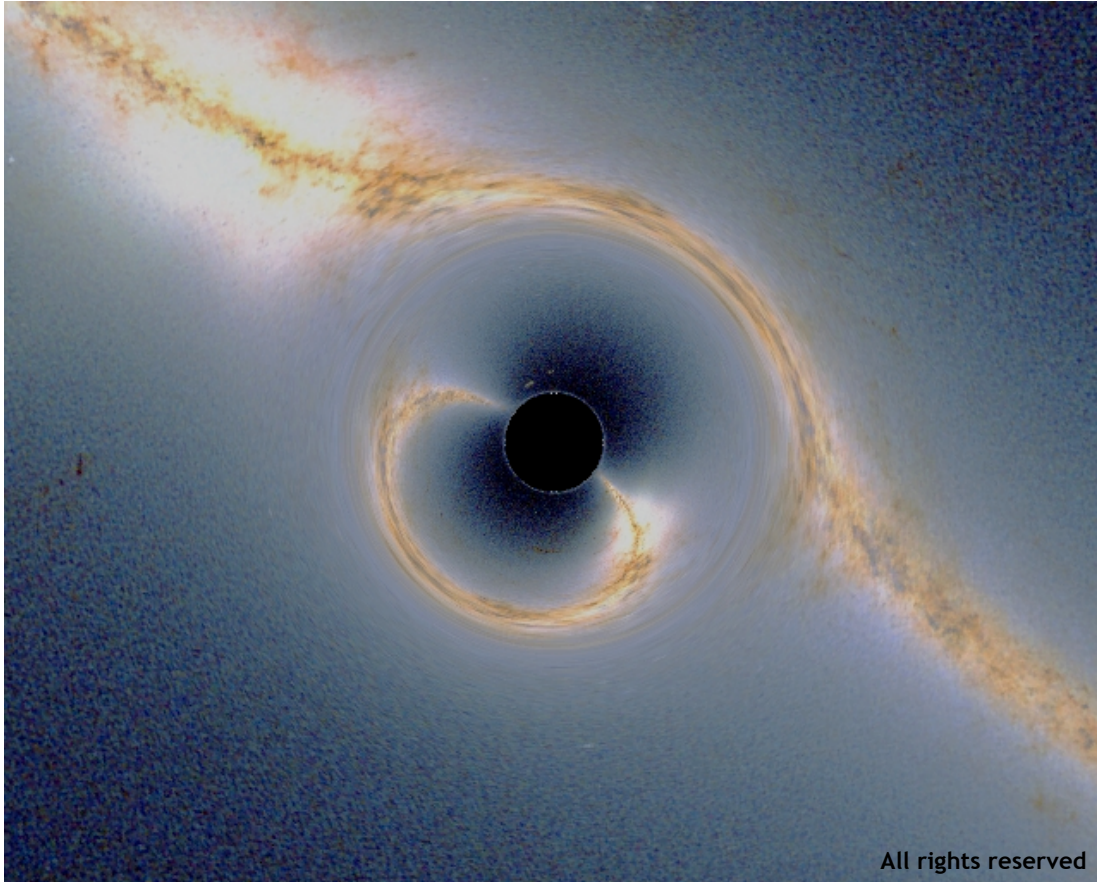


LA STRATÉGIE DU TROU NOIR



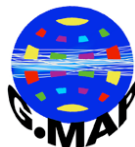
All rights reserved

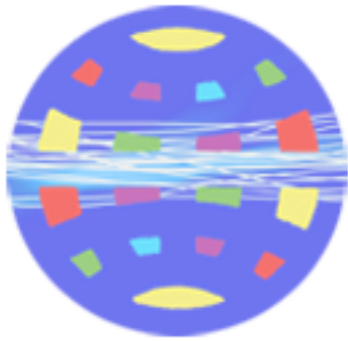
EST-ELLE DÉMOCRATIQUE ?

Alain-Marc Rieu

Epistémologue, Faculté de Philosophie - Université de Lyon-Jean Moulin

Institut d'Asie Orientale ENS Lyon – Membre fondateur de GMAP





LA STRATEGIE DU TROU NOIR EST-ELLE DEMOCRATIQUE ?

Alain-Marc Rieu

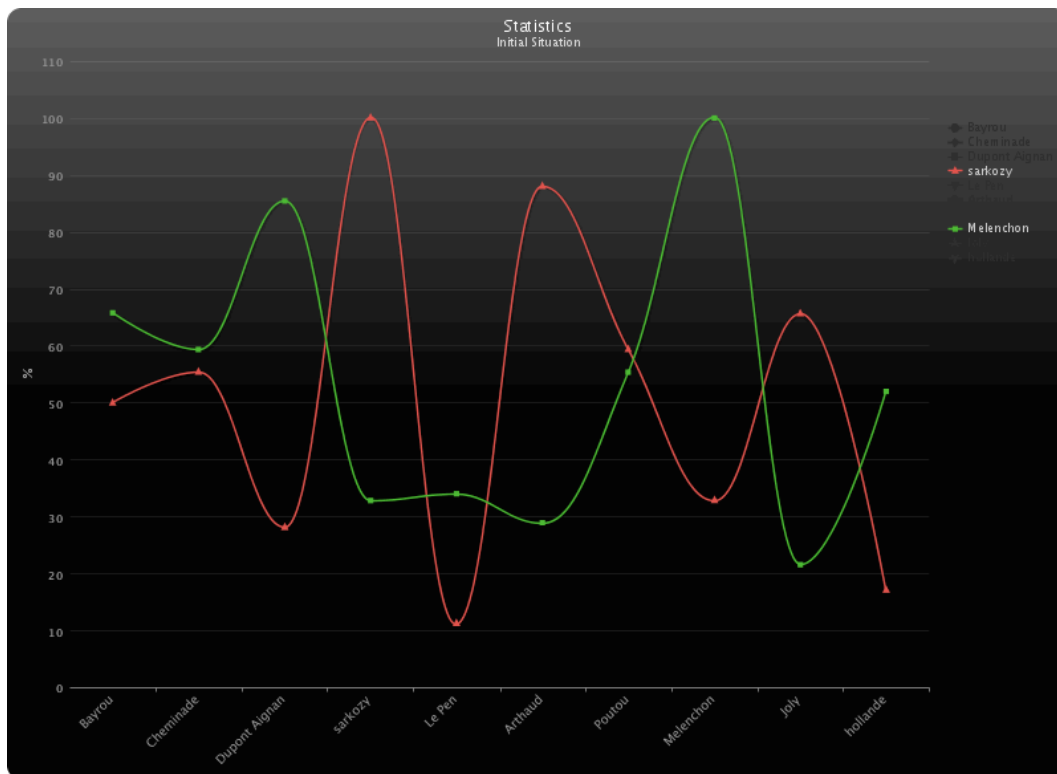
Epistémologue, Faculté de Philosophie - Université Lyon-Jean Moulin,

Institut d'Asie Orientale ENS Lyon, membre fondateur de GMAP

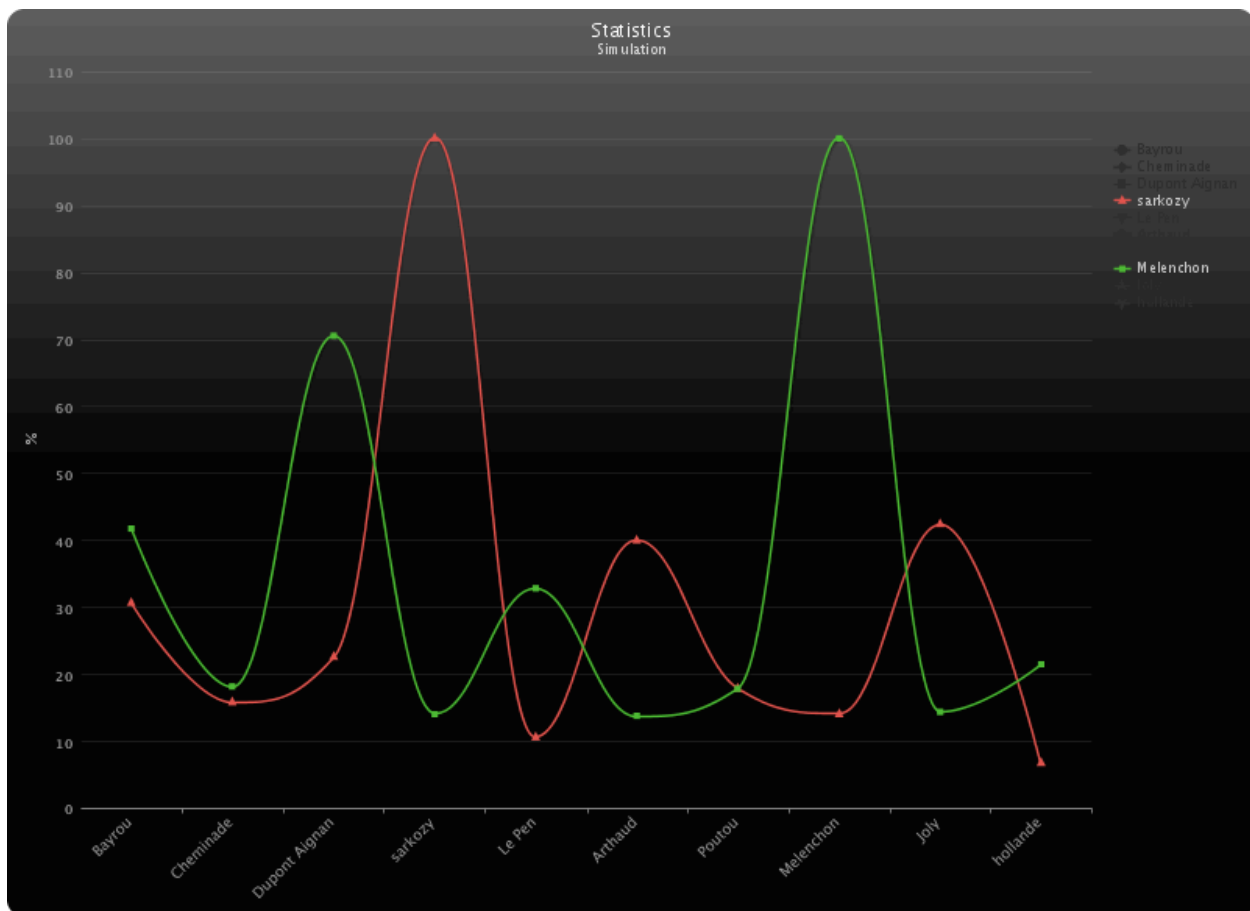
Tous les moyens sont-ils bons en politique ? Certains sont plus dangereux qu'ils ne paraissent. La stratégie adoptée par Nicolas Sarkozy pour arracher sa réélection n'est pas conforme aux institutions actuelles et diffère des pratiques établies. Comme le prouvent les données établies par Globe Expert et leurs interprétations, elle consiste à construire un attracteur électoral en accentuant les clivages entre les groupes d'opinion, en recomposant en permanence son programme pour absorber les idées, les propositions des autres candidats, à sa droite comme à sa gauche : de l'immigration et du halal jusqu'à la révision des récents traités européens. De la même façon, dès 2007, des référents de gauche ont été régulièrement utilisés et des personnalités de gauche nommées ministres.

Le présupposé de cette stratégie est que finalement tous les candidats ont en partie raison, tous expriment les demandes des Français et constituent un échantillon de l'opinion publique. Il est donc possible de synthétiser et réinterpréter ces propositions afin de constituer un programme majoritaire qui déboucherait sur un plébiscite non pas pour ou contre Sarkozy et son bilan, mais pour ou contre un programme majoritaire nouveau, porté par Sarkozy aujourd'hui, demain par un autre candidat reproduisant une stratégie semblable. Jean-Luc Mélenchon, comme le montre Globe Expert, utilise la même stratégie : construire un attracteur électoral pour y attraper comme dans un filet, un ensemble d'opinions disparates. Les sondages prouvent l'efficacité du procédé. Même si une victoire de Sarkozy n'est pas pour autant assurée, le procédé et la stratégie risquent de perdurer. Ce type d'attracteur électoral peut aussi devenir un trou noir politique.

En apparence, opérer une telle synthèse est la fonction d'un président de la République, élu en France au suffrage universel. Mais dans l'esprit de la constitution, cette synthèse vient après l'élection et ne peut la précéder. En effet, l'enjeu et le sens d'une campagne électorale en démocratie sont la confrontation d'oppositions afin de construire des consensus temporaires de gouvernement. Dans la stratégie tentée par Sarkozy, il devient impossible pour les électeurs de s'opposer réellement au nom d'un projet qui se trouve finalement absorbé dans son programme. Tous les programmes sont réduits à un vote pour ou contre celui qui prétend disposer des moyens d'opérer la synthèse des projets et de la mettre en œuvre puisque sa réélection lui en donnerait légitimement le pouvoir. Cette stratégie dénie le processus électoral pour le transformer en un plébiscite d'un nouveau genre. Les sondages à répétition et les débats formatés par les médias renforcent cette évolution.



L'analyse des convergences de Nicolas Sarkozy et Jean-Luc Mélenchon avec les autres candidats par le système cognitif Globe Expert montre qu'ils convergent principalement avec leurs opposés : droite et centre pour Mélenchon, gauche et centre pour Sarkozy. Ils ne sont dans des situations attendues que par rapport à François Hollande, convergence pour Mélenchon et divergence pour Sarkozy.



En projection, c'est-à-dire au-delà de l'échéance électorale, Globe Expert met en évidence un effondrement des convergences pour les deux candidats, à l'exception près de celle de Jean-Luc Mélenchon et de Nicolas Dupont-Aignan. Ceci confirme une « stratégie du trou noir politique » purement électoraliste, consistant à absorber toutes les opinions émises par l'ensemble des candidats.

Dans le cas présent, la marionnette de Douillet sur la chaîne TV Canal+ expose la stratégie du candidat sortant : pourquoi réélire Sarkozy puisqu'il est déjà président, puisqu'il possède déjà les moyens de mettre en œuvre le programme synthétique qu'il propose pour se faire réélire ? Le procédé est si scandaleux que, même si nous en rions et s'il ne prend pas, nous avons du mal à réagir. Le rire est même, avant le vote lui-même, notre seule défense. Ce coup de bluff est comme une tentative de coup d'état sous le radar de nos habitudes politiques. Il ne s'agit pas de crier au complot : simplement la stratégie de Nicolas Sarkozy exploite une faiblesse des institutions politiques actuelles, alors que le président de la

République en est constitutionnellement le garant et le défenseur.

Ce raisonnement pourrait paraître extrême s'il n'ouvrait pas un autre problème : pourquoi une telle stratégie ? D'où vient cette volonté de rester au pouvoir en allant contre l'esprit des institutions ? Pourquoi se situer au-delà de la démocratie ? Une stratégie aussi violente ne peut se réduire à une ambition personnelle, à d'autres motivations privées. Le procédé est trop extrême. Cette volonté ne peut pas non plus être celle d'un groupe associé au pouvoir, se partageant ses bénéfices et privilèges. L'enjeu est plus profond, comme l'a indiqué la rumeur, lancée pour être démentie, d'un soutien informel des gouvernements conservateurs européens, renforcée à l'approche du premier tour par l'annonce le 21 mars que le groupe *Eurex* lancerait le 16 avril un produit financier spéculant sur la dette française.

Ces pressions montrent que l'autorité d'un chef de gouvernement ne se réduit plus à son élection nationale, mais à la place qui lui est reconnue par les chefs d'État des principaux pays, en fonction de sa capacité à confirmer et reproduire les consensus négociés entre eux. Or le consensus actuel des chefs d'État et de gouvernement dans l'Union européenne, au Canada et aux États-Unis, porte sur la situation et le rôle du système financier qui gère dans la crise actuelle l'économie mondiale et celle des États à partir de leur dette souveraine. On sait que ce renversement de la primauté politique à une préséance financière s'est opéré quand les États se sont endettés en 2008 pour renflouer leur système bancaire en accroissant leur déficit accumulé, qu'ils doivent désormais réduire en même temps qu'ils doivent investir pour sortir de la crise. Les États, et les sociétés avec eux, ne savent comment s'extraire de ce piège, puisqu'ils doivent emprunter pour se libérer d'une dette virtuellement infinie, les maintenant en situation de dépendance.

L'anthropologie et l'histoire montrent que la servitude pour une dette impossible à rembourser est une des sources, hier comme aujourd'hui, de l'esclavage. C'est le procédé infligé aux Grecs, dont on menace d'autres peuples en Europe. Le président Sarkozy et les gouvernements conservateurs sont solidaires de ce rapport de force entre les peuples et le système financier international qui comprend aussi bien les fonds souverains que les banques nationales et privées. Mais aujourd'hui, la contradiction entre rembourser et investir met le système bancaire dans une situation périlleuse. La souveraineté de l'État et la légitimité d'un gouvernement démocratiquement élu peuvent pleinement justifier que ce gouvernement décide d'imposer au système bancaire (qu'il a renfloué) les conditions à la fois de

remboursement de sa dette et d'investissements dans la sortie de crise. Nicolas Sarkozy a plusieurs fois dénoncé ce dilemme sans jamais exposer comment il entendait en sortir. Mais ses discours de campagne promettant aux Français qu'il les protégera s'adressent en même temps aux institutions financières pour leur garantir que la France paiera. Les menaces qu'il profère indiquent que l'unique solution envisagée est de satisfaire aux conditions des « marchés financiers ». Le problème est de savoir si, une fois élu, François Hollande aurait le projet, la volonté et la capacité de négocier et d'imposer une autre solution.

Cette campagne pose finalement une question d'une actualité toujours *effrayante* en démocratie : où un chef d'Etat trouve-t-il aujourd'hui sa légitimité ? Qu'est-ce qui donne désormais le pouvoir ? Au service de quels intérêts faut-il être pour avoir du pouvoir ? Concrètement, qui sont les plus forts ? Le risque pour les banques, aussi bien que pour les fonds souverains, est l'arrivée démocratique au pouvoir en Europe d'un gouvernement qui mettrait en cause le contrôle exercé par le système financier sur le développement économique et social. L'enjeu politique actuel est de sortir d'un renversement qui a mis le système financier en position d'imposer aux gouvernements démocratiquement élus les objectifs à atteindre et les méthodes pour y parvenir. Contre la solidarité supposée ou réelle des gouvernements conservateurs en Europe, l'arrivée au pouvoir en France d'un gouvernement social-démocrate ouvrirait effectivement un conflit de pouvoir entre le système financier et les gouvernements démocratiques. De fait, il n'est pas dans l'intérêt du système financier, des banques et des gouvernements conservateurs, y compris des Etats-Unis, qu'un tel conflit éclate au grand jour des médias et des opinions publiques. Un conflit ouvert apporterait la preuve que nos sociétés sont désormais au-delà de la démocratie.

Le système financier est si intégré aux missions de l'État que les banques ne peuvent justifier l'autonomie qu'elles revendiquent. Le plébiscite contre « Hollande », qu'a cherché et cherche encore à provoquer Sarkozy, a pour but de bloquer la faille qu'ouvrirait l'élection en France d'un président de gauche dans un conglomérat de gouvernements se prétendant garant de leur système bancaire afin de renforcer le modèle économique et social commun. Le risque est qu'une victoire en France de la Gauche lance un effet domino dans l'UE, en Allemagne, ailleurs ensuite. En devenant le premier interlocuteur des gouvernements, le système financier a pris la place du peuple. Face à la stratégie de Sarkozy aujourd'hui, d'autres demain en Europe susceptibles de la reproduire, l'enjeu est le pouvoir des peuples.

Biographie d'Alain-Marc Rieu

Professeur de philosophie contemporaine à l'Université de Lyon - Jean Moulin, membre de l'Institut d'Asie orientale (ENS Lyon). Étudie à partir du Japon la mutation en cours depuis les années 1980 de la conception, de l'organisation et du rôle des activités de connaissance dans l'évolution des sociétés industrielles.

CV, publications et enseignements sur : <http://w7.ens-lyon.fr/amrieu/>